



LA VERITE

SUR LA FUTURE ADMINISTRATION FISCALE ET SUR LA SITUATION DU SERVICE PUBLIC

Vous allez participer aujourd'hui à une opération de communication où l'on va tenter de vous vanter la qualité des services rendus par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale de la Comptabilité Publique.

Malheureusement, cette qualité que l'administration met aujourd'hui unilatéralement sous les feux de ses projecteurs n'est qu'une **vitrine qui relève du passé**. En réalité, les gouvernements successifs persistent, depuis plusieurs années, à la mettre à mal par des suppressions d'emplois massives et un empilement de réformes sans queue ni tête.

Aujourd'hui, les services sont dans une situation de tension extrême et beaucoup de missions sont menacées voire abandonnées, en dépit des efforts consentis par les agents.

La fusion Impôts – Trésor, annoncée le 4 octobre 2007 par le ministre, ne nous promet rien de bon. Son but avoué est de continuer à réduire fortement les emplois (on parle de 60 000 suppressions dans les 5 ans à venir dans la future direction fusionnée), et ce ne sera pas sans conséquence pour le contribuable !

→ Dans l'Aisne, les services des Impôts ont été amputés de plus de 80 emplois depuis 2000 et le Trésor Public a perdu de nombreuses trésoreries rurales. Demandez aux habitants de SAINS RICHAUMONT, OULCHY LE CHÂTEAU, NEUILLY ST FRONT ... ce qu'ils en pensent !

→ Il est évident qu'avec la fusion, ce mouvement va s'amplifier, et compromettre gravement tant le maillage territorial que la qualité de nos missions et du service qui vous est rendu au quotidien. A brève échéance, il ne fait aucun doute que même un site comme GUISE, sous les feux de la rampe aujourd'hui, est voué à la fermeture. SAINT-QUENTIN n'est pas si loin ...

→ Moins de fonctionnaires aux Impôts et au Trésor, c'est la justice fiscale et le service public de proximité (renseignements pour remplir sa déclaration, demande de facilités de paiement, assistance aux collectivités territoriales ...) qui s'éloigne de l'utilisateur.

**Nous ne pouvons pas nous gargariser des artifices libéraux utilisés :
« Moins de fonctionnaires pour moins d'impôts » : C'EST FAUX !**

Les exemples de France Telecom, des délégations de service public pour l'eau ou les ordures ménagères nous ont démontré que la privatisation n'apporte rien, bien au contraire, ni aux usagers, ni aux employés.

Demain, si nous laissons faire ce gouvernement, c'est encore **plus d'impôts injustes**, c'est **l'externalisation des missions**, c'est la **désertification de notre département** (quand on y ajoute les suppressions d'emplois et les restructurations à l'éducation nationale, à la DDE, à la SNCF, à la santé, et dans tous les établissements publics).



Le gouvernement prépare actuellement une loi qui met fin à la sécurité de l'emploi des fonctionnaires et permet parallèlement des recrutements temporaires via les agences d'intérim.

Partout en France, les fonctionnaires des trois fonctions publiques (fonction publique d'Etat, fonction publique Territoriale, fonction publique Hospitalière) se mobilisent contre ce projet.

Pourquoi ?

Pour défendre notre « boutique » certes, mais avant tout pour défendre notre conception du service public « à la française »,

Car ce projet de loi prépare bel et bien la fin du service public tel qu'il existe depuis 1945 : juste, équitable et présent sur l'ensemble du territoire, pour faire place au monde marchand source de tant de maux.

↳ **IL N'EST PAS DIFFICILE DE PRIVATISER L'ÉDUCATION (écoles privées)**

↳ **IL N'EST PAS DIFFICILE DE PRIVATISER LA SANTÉ (cliniques privées)**

↳ **IL N'EST PAS DIFFICILE DE PRIVATISER LES IMPÔTS (les amendes routières ne sont-elles pas d'ores et déjà établies par des sociétés privées via les radars automatiques si contestés ?)**

MAIS À QUEL PRIX POUR VOUS ?

Avec quelle assurance de justice, d'indépendance et de loyauté ?

Avec quelle assurance que les « petits », les moins riches, seront traités de la même manière que les plus fortunés, qui eux, ont les moyens de se renseigner, de se défendre et d'exercer des pressions ?

La France a la chance de disposer de services publics qui sont une richesse fondamentale et qui donnent satisfaction à l'ensemble des citoyens.

Ils sont les garants de l'égalité de tous, quels qu'ils soient et où qu'ils demeurent sur le territoire national.

**C'EST DONC L'ENSEMBLE DES CITOYENS QUI DOIT SE MOBILISER
POUR LA SAUVEGARDE DU SERVICE PUBLIC FRANÇAIS,
CAR NOTRE SERVICE PUBLIC, BASÉ SUR LA SOLIDARITÉ CITOYENNE,
NE PEUT PAS, ET NE DOIT PAS ÊTRE SACRIFIÉ
POUR DES RAISONS PUREMENT BUDGÉTAIRES .**

GUISE, le 03 avril 2008